



## Avant d'être un enjeu la paupérisation de la Wallonie est une réalité

2010/63  
14 | 10 | 2010



Dans le débat institutionnel, les partis francophones se sont érigés contre une réforme qui appauvrirait la Wallonie, ainsi que la Communauté française. On a même entendu qu'un point de départ de la discussion devait être qu'aucune entité ne pouvait y perdre. Poser une telle condition n'a évidemment rien fait pour accélérer les négociations.



Etienne de Callatay  
Senior Fellow

Pour commencer, en lieu et place de parler d'une paupérisation de la Wallonie comme une éventualité qui résulterait d'une réforme institutionnelle, il faudrait parler de la paupérisation de la Wallonie comme une réalité. Certes, il ne faut pas peindre en noir tout ce qui se passe dans cette Région mais il est trompeur de se gausser de l'arrivée de l'une ou l'autre multinationale et de mauvais goût de se féliciter d'une évolution moins défavorable du taux de chômage que dans d'autres régions. Avec un taux d'activité d'à peine 63%, 15% de chômeurs et près de 20% des Wallons au travail qui le sont en dehors de leur Région, on se doute que la réalité de la richesse économique wallonne soit pénible mais les chiffres sont vraiment cruels. Selon les statistiques les plus récentes d'Eurostat, et même si on en connaît les faiblesses méthod-

ologiques, le PIB par habitant en Wallonie est équivalent à 71% du niveau en Flandre. En 1996, on était encore à 75%. La paupérisation est donc une réalité et les indicateurs de capital humain en formation, notamment les enquêtes PISA de l'OCDE, laissent penser que cette réalité sera durable, voire qu'elle empirera.

Aujourd'hui, l'énorme différence de PIB par habitant entre Flandre et Wallonie, en laissant Bruxelles de côté, est tempérée par les transferts nord-sud. Ce que redoute le sud est une diminution de ces transferts, au travers d'une révision de la loi de financement des Régions et des Communautés, conduisant à ce que le revenu disponible des ménages, après impôts et transferts, correspondent davantage au PIB par habitant. Que l'on se préoccupe de cette évolution est

“

Le plus important, c'est de réformer le marché du travail ou la sécurité sociale.

”

plus que compréhensible, vu ce que cela signifierait pour la plupart des Wallons et en particulier pour les allocataires sociaux, mais cette préoccupation ne peut prendre le pas sur l'impératif qu'est le développement d'une stratégie à

long terme de croissance durable du PIB par habitant en Wallonie.

Le débat communautaire double

une ligne de fracture en matière de politique économique, avec le nord qui serait prêt à réformer l'économie à l'image de ce que l'Allemagne a fait avec succès (âge de la retraite, durée du chômage, notion d'emploi convenable, organisation du marché du travail), et le sud qui s'y opposerait. Si la focalisation au sud sur la préservation de l'existant, tant sur le plan institutionnel que des politiques socio-économiques, vient de ce que l'alternative induirait une perte significative de pouvoir d'achat qui mettrait de longues années à être corrigée, alors se dessinent les contours d'un autre grand deal. On connaissait déjà le refinancement de Bruxelles en échange de la scission de BHV, qui peut-être résumé par « l'urgence

sociétale est à Molenbeek avant Linkebeek ». Ce second deal serait l'acceptation par le nord d'un phasage lent dans la réduction des transferts nord-sud en échange de l'adoption de réformes structurelles dans des matières où les synergies demandent qu'elles soient maintenues au niveau fédéral. Au lieu de se braquer sur le montant en milliards de moyens à transférer du Fédéral aux Régions ou sur le pourcentage des recettes de l'IPP allant directement dans la caisse des Régions, il est bien plus important de réformer le marché du travail ou la sécurité sociale. Un tel accord protégerait les plus faibles et améliorerait les perspectives de croissance dans toutes les Régions. Et l'impossible se réaliserait : loin d'un simple transfert où ce que gagne l'un est ce qui est perdu par l'autre, nous aurions alors une redistribution des cartes qui ne serait pas un jeu à somme nulle mais un vrai win-win !

Etienne de Callatay  
Senior Fellow

Paru dans l'Echo du 09.10.2010

Pour une croissance économique et une protection sociale durables.